
Quatrième session, trentième Législature

Fourth Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n^o 230
(PRIVÉ)

Loi modifiant la Charte de la
Ville de Québec

Bill No. 230
(PRIVATE)

An Act to amend the Charter of the
City of Québec

Première lecture

First reading

M. HOUDE (Limoilou)

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976

Projet de loi n^o 230

(PRIVÉ)

Loi modifiant la Charte de la
Ville de Québec

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Québec et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

1. La Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95) est modifiée par l'addition, après l'article 5*b*, du suivant :

« **5c.** Est déclarée faire partie du territoire de la ville l'étendue de terrain formée d'une partie des lots 589-A, 589-B, 589-C et 589-2-2 du cadastre de la paroisse de Saint-Roch-Nord, bornée au nord-est par des parties des lots 589-A, 589-B, 589-C et 589-2-2, au sud-est par une partie du lot 589-C, au sud-ouest par le lot 585-125 (rue Monseigneur Gosselin) et au nord-ouest par une partie du lot 589-A, mesurant deux cents pieds (200) de largeur perpendiculaire au sud-est et au nord-ouest par huit cent cinquante trois pieds et sept dixièmes (853.7) de longueur dans ses lignes nord-est et sud-ouest, contenant en superficie cent soixante-dix mille sept cent quarante pieds carrés, mesure anglaise, (superficie: 170 740 pi. car., m.a.), le tout tel que délimité par les lettres ABCDA sur un plan en date du 25 mars 1976 préparé par Albert Saint-Loup, ar-

Bill No. 230

(PRIVATE)

An Act to amend the Charter of the
City of Québec

WHEREAS it is in the interest of the City of Québec and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 95 of the statutes of 1929 and the acts amending it, be again amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Charter of the City of Québec (1929, chapter 95) is amended by adding after section 5*b*, the following:

“**5c.** The area of land formed by a part of lots 589-A, 589-B, 589-C and 589-2-2 of the cadastre of the parish of Saint-Roch-Nord, limited on the northeast by parts of lots 589-A, 589-B, 589-C and 589-2-2, on the southeast by a part of lot 589-C, on the southwest by lot 585-125 (Monseigneur Gosselin street) and on the northwest by a part of lot 589-A, measuring two hundred feet (200) in width perpendicular to the southeast and northwest by eight hundred and fifty-three feet and seven tenths (853.7) in length in the northeast and southwest lines, containing one hundred and seventy thousand seven hundred and forty square feet in area, English measure, (area: 170 740 sq. ft., E.m.), the whole as outlined by the letters ABCDA on a plan dated 25 March 1976, prepared by Albert Saint-Loup, land surveyor, is declared to

penteur-géomètre; la ligne nord-ouest de cette étendue de terrain est située vers le nord-est dans le prolongement de la ligne nord-ouest de la 24^{ième} Rue; la ligne sud-est située vers le nord-est dans le prolongement de la ligne sud-est de la rue Adjutor-Rivard. »

2. L'article 6 de ladite charte, remplacé par l'article 3 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant:

« **6.** Pour les fins électorales, la ville est divisée en [sept] districts [électoraux] décrits comme suit:

DISTRICT CHAMPLAIN (DISTRICT 1): partant du point d'intersection de la cime du coteau Sainte-Geneviève avec la limite la plus au sud-ouest de la Ville de Québec; de là, successivement les lignes et les démarcations suivantes: la cime du coteau Sainte-Geneviève en allant vers l'est et la cime du Cap Diamant ou murs de l'ancienne ville de Québec jusqu'au prolongement de la ligne sud du terrain occupé par le ministère des transports du gouvernement du Canada ou ligne séparant les paroisses de Notre-Dame-de-la-Garde et Notre-Dame-des-Victoires; ledit prolongement et ladite ligne sud jusqu'aux limites actuelles de la Ville de Québec dans le fleuve Saint-Laurent; puis suivant lesdites limites actuelles jusqu'aux limites de la cité de Sillery; une ligne brisée séparant la Ville de Québec de la cité de Sillery et de la ville de Sainte-Foy jusqu'au point de départ.

DISTRICT SAINT-ROCH - SAINT-SAUVEUR (DISTRICT 2): partant du point d'intersection de la cime du coteau Sainte-Geneviève avec le côté sud-ouest de l'avenue Saint-Sacrement; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: en suivant les limites actuelles de la Ville de Québec, le côté sud-ouest de l'avenue Saint-Sacrement jusqu'au côté nord de la rue Saint-Vallier; le côté nord de la rue Saint-Vallier jusqu'au côté sud-ouest de l'avenue du Pont Scott; ledit côté sud-ouest de ladite avenue et son prolongement à travers la rivière Saint-Charles; l'ancienne ligne des hautes eaux

form part of the territory of the city; the northwest line of such area of land is situated to the northeast in the extension of the northwest line of the 24^{ième} Rue; the southeast line situated to the northeast in the extension of the southeast line of Adjutor-Rivard street."

2. Section 6 of the said charter, replaced by section 3 of chapter 81 of the statutes of 1965, 1st session, is again replaced by the following:

"**6.** For electoral purposes, the city is divided into [seven electoral] districts described as follows:

CHAMPLAIN DISTRICT (DISTRICT 1): starting from the point of intersection of the summit of Sainte-Geneviève hill with the most south-westerly limit of the City of Québec; thence along the following lines and demarcations successively: the summit of Sainte-Geneviève hill easterly and the crest of Cape Diamond or the walls of the old city of Québec to the extension of the south line of the land occupied by the Department of Transport of the Government of Canada or the line separating the parishes of Notre-Dame-de-la-Garde and Notre-Dame-des-Victoires; the said extension and the said south line to the present limits of the City of Québec in the St Lawrence river; then along the said present limits to the limits of the city of Sillery; a broken line separating the City of Québec from the cities of Sillery and Sainte-Foy to the starting point.

SAINT-ROCH - SAINT-SAUVEUR DISTRICT (DISTRICT 2): starting from the point of intersection of the summit of Sainte-Geneviève hill with the southwest side of Saint-Sacrement avenue; thence, successively along the following lines and demarcations: following the present limits of the City of Québec, the southwest side of Saint-Sacrement avenue to the north side of Saint-Vallier street; the north side of Saint-Vallier street to the southwest side of Pont Scott avenue; the said southwest side of the said avenue and its extension across the river Saint-Charles; the former high water mark of

de la rivière Saint-Charles en descendant son cours jusqu'à la ligne séparant la cité de Québec de la ville de Québec-Ouest; le prolongement de ladite ligne séparative à travers la rivière Saint-Charles; la rive sud de la rivière Saint-Charles en descendant son cours jusqu'aux limites de la Ville de Québec dans le fleuve Saint-Laurent; puis suivant lesdites limites jusqu'à la ligne sud du terrain occupé par le ministère des transports du gouvernement du Canada ou ligne séparant les paroisses de Notre-Dame-de-la-Garde et Notre-Dame-des-Victoires; ladite ligne sud et son prolongement jusqu'à la cime du cap Diamant ou murs de l'ancienne ville de Québec, et enfin la cime du cap Diamant et celle du coteau Sainte-Geneviève jusqu'au point de départ.

DISTRICT LIMOILLOU (DISTRICT 3): partant du point d'intersection de la ligne séparative des cités de Québec et de Giffard avec la rive du fleuve Saint-Laurent; de là, successivement les lignes et démarcations suivantes: le prolongement de ladite ligne séparative jusqu'à la ligne des basses marées dudit fleuve; ladite ligne des basses marées en allant vers le sud jusqu'aux quais de la compagnie Anglo Canadian Pulp and Paper Mills Limited; une ligne brisée suivant la ligne extérieure desdits quais et la rive nord de la rivière Saint-Charles jusqu'à la ligne séparant la Ville de Québec de la ville de Québec-Ouest; une ligne brisée séparant la Ville de Québec de la ville de Québec-Ouest, de la municipalité de Charlesbourg-Ouest, de la cité de Charlesbourg, de la cité de Giffard et de la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-Archange jusqu'au point de départ.

DISTRICT LES SAULES (DISTRICT 4): partant du point d'intersection de la ligne nord-est du lot 1 du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette avec la rive droite de la rivière Saint-Charles; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: en référence audit cadastre officiel, ladite ligne nord-est du lot 1 jusqu'à son intersection avec le côté sud de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique (lot 961);

the river Saint-Charles downstream to the dividing line between the City of Québec and the town of Québec West; the prolongation of the said dividing line across the river Saint-Charles; the south shore of the river Saint-Charles downstream to the limits of the City of Québec in the St Lawrence River; then along the said limits to the southern line of the land occupied by the Department of Transport of the Government of Canada or the dividing line between the parishes of Notre-Dame-de-la-Garde and Notre-Dame-des-Victoires; the said southern line and its extension to the summit of Cape Diamond or the walls of the old city of Québec, and finally the summit of Cape Diamond and that of Sainte-Geneviève hill to the starting point.

LIMOILLOU DISTRICT (DISTRICT 3): starting from the point of intersection of the dividing line between the cities of Québec and Giffard with the shore of the St Lawrence River; thence, successively along the following lines and demarcations: the extension of the said dividing line to the low water mark of the said river; the said low water mark southward to the wharves of the Anglo Canadian Pulp and Paper Mills Limited; a broken line following the outer line of the said wharves and the north bank of the river Saint-Charles to the dividing line between the City of Québec and the town of Québec West; a broken line separating the City of Québec from the town of Québec West, the municipality of Charlesbourg West, the city of Charlesbourg, the city of Giffard and the municipality of the parish of Saint-Michel-Archange to the starting point.

LES SAULES DISTRICT (DISTRICT 4): starting from the point of intersection of the northeast line of lot 1 of the official cadastre of the parish of L'Ancienne-Lorette with the right bank of the Saint-Charles river; thence successively along the following lines and demarcations: with reference to the said official cadastre, the said northeast line of lot 1, to its intersection with the south side of the Canadian Pacific Railway Company's right-of-way (lot 961); the said south side

ledit côté sud de ladite emprise en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne médiane principale du boulevard Henri IV; la ligne médiane dudit boulevard en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 26; une ligne limitant au sud-est le résidu du lot 26 et les lots 27, 28, 29, 30, 30-A, 31 et 32; partie de la ligne sud-ouest du lot 32 jusqu'au coin est du lot 33; la ligne sud-est des lots 33, 34 et 35; la ligne sud-ouest du lot 35; la ligne nord-ouest des lots 35, 34, 33, 32 et d'une partie du lot 31 jusqu'au prolongement à travers la rivière Lorette de la ligne sud-ouest du lot 106; ledit prolongement; la ligne sud-ouest du lot 106 et son prolongement à travers la route 2-C; la ligne sud-ouest du lot 108; une ligne droite à travers la rue Saint-Paul joignant le coin ouest du lot 108 au coin sud du lot 109; le côté nord-ouest de la rue Saint-Paul en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 103; ladite ligne sud-ouest du lot 103; la ligne nord-ouest des lots 103, 98, 97, 94 et 93; la ligne sud-ouest du lot 236; la ligne nord-ouest des lots 236, 85, 82, 81, 77, 76, 71, 70 et 54 et son prolongement jusqu'au côté nord-est de l'emprise de la route de l'Ormière; ledit côté nord-est en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 575 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette; ladite ligne nord-ouest du lot 575 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 2384-B-1 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur; ledit prolongement et ladite ligne nord-ouest du lot 2384-B-1; le côté ouest de la route de la Misère (ou Rang Saint-Jacques) en allant vers le sud jusqu'au coin sud du lot 2384-A-4 de ce dernier cadastre; une ligne de direction est à travers la route de la Misère (Rang Saint-Jacques); le côté nord-est de cette route en allant vers le sud-est jusqu'au côté sud de l'ancienne route Saint-Charles-Nord (boulevard Père-Lelièvre); le côté sud de ladite route en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 1 du cadastre officiel de la

of the said right-of-way westerly to the principal centre line of Henri IV Boulevard; the centre line of the said boulevard southeasterly to the southeast line of lot 26; a line limiting to the southeast the residue of lot 26 and lots 27, 28, 29, 30, 30-A, 31 and 32; part of the southwest line of lot 32, to the east corner of lot 33; the southeast line of lots 33, 34 and 35; the southwest line of lot 35; the northwest line of lots 35, 34, 33, 32 and part of lot 31, to the extension across the Lorette river of the southwest line of lot 106; the said extension; the southwest line of lot 106 and its extension across route 2-C; the southwest line of lot 108; a straight line across Saint-Paul street joining the west corner of lot 108 to the south corner of lot 109; the northwest side of Saint-Paul street northeasterly to the southwest line of lot 103; the said southwest line of lot 103; the northwest line of lots 103, 98, 97, 94 and 93; the southwest line of lot 236; the northwest line of lots 236, 85, 82, 81, 77, 76, 71, 70 and 54 and its extension to the northeast side of the right-of-way of route de l'Ormière; the said northeast side northwesterly to the northwest line of lot 575 of the official cadastre of the parish of Saint-Ambroise de la Jeune Lorette; the said northwest line of lot 575 and its extension to the centre line of the Saint-Charles river; the centre line of the said river downstream to the extension of the northwest line of lot 2384-B-1 of the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur; the said extension and the said northwest line of lot 2381-B-1; the west line of route de la Misère (or Rang Saint-Jacques) southerly to the south corner of lot 2384-A-4 of such last mentioned cadastre; a line in an easterly direction across route de la Misère (Rang Saint-Jacques); the northeast side of such route southeasterly to the south side of the former route Saint-Charles-Nord (Père-Lelièvre boulevard); the south side of the said route westerly to the centre line of the Saint-Charles river; the centre line of the said river downstream to the extension of the northeast line of lot 1 of the official cadastre of the parish of L'Ancienne Lorette; finally the said extension to the starting point.

paroisse de l'Ancienne-Lorette; enfin ledit prolongement jusqu'au point de départ.

DISTRICT DUBERGER (DISTRICT 5): partant du coin nord du lot 2384-B-1 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: en référence audit cadastre officiel, le prolongement de la ligne nord-ouest dudit lot 2384-B-1 à travers le boulevard Neuvielle (ou Rang Saint-Jacques); une ligne brisée limitant vers le nord-ouest les lots 2389, 2390, 2393, 2394 et 2397; partie de la ligne nord-est du lot 2397 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 2398-1; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest les lots 2398-1, 2398-2, 2401, 2402, 2407-A, 2407, 2408, 2411, 2412, 2415 et 2416; les lignes nord-est des lots 2416 et 2417, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au côté sud-ouest du pont Scott; ledit côté sud-ouest du pont Scott en allant vers le sud-est et le côté sud-ouest de la route du pont Scott jusqu'au côté nord de la rue Saint-Vallier; ledit côté nord de la rue Saint-Vallier en allant vers l'ouest et limitant vers le sud les lots 2348, 2355, 2356 et une partie du lot 2357 soit jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 2359; ledit prolongement et ladite ligne nord-est du lot 2359, cette dernière faisant le côté sud-ouest de l'avenue Saint-Sacrement; les lignes sud-est, sud et partie de la ligne sud-ouest du lot 2359 jusqu'à la ligne sud-est du lot 2360; une ligne brisée limitant vers le sud-est et le nord-est les lots 2360 et 2363; partie de la ligne sud-ouest du lot 2363 jusqu'à la ligne sud du lot 2525; la ligne sud dudit lot 2525; la ligne sud-ouest des lots 2525, 2511 et 2522; la ligne sud des lots 2522, 2521, 2510 et 2519; la ligne sud-est des lots 2519, 2508 et 2512; la ligne sud du lot 2512; la ligne est des lots 2512, 2507 et 2513; la ligne sud des lots 2513, 2506 et 2514; les lignes ouest et nord-ouest du lot 2514 et d'une partie du lot 2515 soit jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 2380-A; la ligne sud-ouest dudit lot 2380-A et d'une partie du lot 2380-A-1 soit jusqu'à la ligne sud du lot 2380-B; une ligne brisée limitant vers le sud ledit lot 2380-B; les

DUBERGER DISTRICT (DISTRICT 5): starting at the north corner of lot 2384-B-1 of the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur; thence successively along the following lines and demarcations: with reference to the said official cadastre, the extension of the northwest line of said lot 2384-B-1 across Neuvielle boulevard (or Saint-Jacques range); a broken line bounding lots 2389, 2390, 2393, 2394 and 2397 to the northwest; part of the northeast line of lot 2397 to the northwest line of lot 2398-1; a broken line bounding lots 2398-1, 2398-2, 2401, 2402, 2407-A, 2407, 2408, 2411, 2412, 2415 and 2416 to the northwest; the northeast lines of lots 2416 and 2417, the latter extended to the centre line of the Saint-Charles river; the centre line of the said river downstream to the southwest side of Pont Scott; the said southwest side of Pont Scott southeasterly and the southwest side of the road from Pont Scott to the north side of Saint-Vallier street; the said north side of Saint-Vallier street westerly and bounding, to the south, lots 2348, 2355, 2356 and part of lot 2357, to the extension of the northeast line of lot 2359; the said extension and the said northeast line of lot 2359, such line being the southwest side of Saint-Sacrement Avenue; the southeast and south lines and part of the southwest line of lot 2359 to the southeast line of lot 2360; a broken line bounding lots 2360 and 2363 to the southeast and northeast; part of the southwest line of lot 2363 to the south line of lot 2525; the south line of the said lot 2525; the southwest line of lots 2525, 2511 and 2522; the south line of lots 2522, 2521, 2510 and 2519; the southeast line of lots 2519, 2508 and 2512; the south line of lot 2512; the east line of lots 2512, 2507 and 2513; the south line of lots 2513, 2506 and 2514; the west and northwest lines of lot 2514 and part of lot 2515, namely, to the southwest line of lot 2380-A; the southwest line of the said lot 2380-A and a part of lot 2380-A-1, namely to the south line of lot 2380-B; a broken line bounding said lot 2380-B to the south; the southwest lines of lots 2380-B and 2381, the latter ex-

lignes sud-ouest des lots 2380-B et 2381, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au côté sud de l'ancienne route Saint-Charles-Nord (boulevard Père Le-lièvre); le côté sud de ladite route en allant vers l'est jusqu'au prolongement du côté nord-est du boulevard Neuville (ou Rang Saint-Jacques); ledit prolongement et le côté nord-est de cette route en allant vers le nord-ouest jusqu'à sa rencontre avec une ligne de direction est à travers ladite route et originant au coin sud du lot 2384-A-4; cette dernière ligne et le côté ouest du boulevard Neuville (ou Rang Saint-Jacques) en allant vers le nord jusqu'au point de départ.

DISTRICT NEUFCHATEL (DISTRICT 6): partant du sommet de l'angle ouest du lot 888; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-ouest dudit lot 888 et son prolongement jusqu'au côté nord-est de la route de Valcartier; ledit côté nord-est de ladite route en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-est du lot 887; la ligne nord-est dudit lot 887 traversant une rivière et se continuant dans la ligne nord-est des lots 886, 885, 884, 872, 871, 867, 865, 864, 863, 860, 859, 856, 855, 851, 850, 847, 846, 843, 842, 841, 838, 837, 836, 833, 832, 829, 825, 824, 820, 817, 813, 812, 809, 808, 805, 804, 797, 796, 793, 792, 791, 788, 787, 784, 783, 780 et 779; la ligne sud-est du lot 779; le côté nord-est de la route de Valcartier en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 982; la ligne nord-ouest des lots 982 et 983, la dernière prolongée jusqu'au côté nord-est de la route Pageau avant élargissement; ledit côté nord-est de ladite route en allant vers le sud-est jusqu'à un point au sud-est du chemin Saint-Émile à une distance de un (1) arpent à partir du côté sud-est dudit chemin et mesurée le long de ladite route; une ligne parallèle audit chemin Saint-Émile à ladite distance de un (1) arpent traversant les lots 1174, 1172 en rétrogradant jusqu'à 1167 inclusivement; partie de la ligne nord-est dudit lot 1167 en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement vers le sud-ouest de la ligne nord-ouest du lot 1161; ledit prolongement à travers les lots

tended to the centre line of the Saint-Charles river; the centre line of the said river upstream to the south side of the old North Saint-Charles road (Père Le-lièvre boulevard); the south side of the said road easterly to the extension of the northeast side of Neuville boulevard (or Saint-Jacques range); the said extension and the northeast side of such road northwesterly to its intersection with an easterly line crossing such road and originating from the south corner of lot 2384-A-4; such last-mentioned line and the west side of Neuville boulevard (or Saint-Jacques range) northerly to the starting point.

NEUFCHATEL DISTRICT (DISTRICT 6): starting at the apex of the west corner of lot 888; thence successively the following lines and demarcations: the northwest line of the said lot 888 and its extension to the northeast side of the Valcartier road; the said northeast side of the said road southeasterly to the northeast line of lot 887; the northeast line of the said lot 887 across a river and continued along the northeast line of lots 886, 885, 884, 872, 871, 867, 865, 864, 863, 860, 859, 856, 855, 851, 850, 847, 846, 843, 842, 841, 838, 837, 836, 833, 832, 829, 825, 824, 820, 817, 813, 812, 809, 808, 805, 804, 797, 796, 793, 792, 791, 788, 787, 784, 783, 780 and 779; the southeast line of lot 779; the northeast side of the Valcartier road southeasterly to the northwest line of lot 982; the northwest line of lots 982 and 983, the latter extended to the northeast side of Pageau road as before it was widened; the said northeast side of the said road southeasterly to a point southeast of the Saint-Émile road, a distance of one (1) arpent from the southeast side of the said road and measured the length of the said road; a line parallel to the said Saint-Émile road at the said distance of one (1) arpent, crossing lots 1174 and 1172 returning to 1107 inclusive; part of the northeast line of the said lot 1167 southeasterly to the southwesterly extension of the northwest line of lot 1161; the said extension across lots 1165, 1164, 1163, 1162 and the said northwest line of the

1165, 1164, 1163, 1162 et ladite ligne nord-ouest dudit lot 1161; partie de la ligne nord-est du susdit lot 1161 jusqu'au côté nord de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada (lot cadastral 1525); ledit côté nord de ladite emprise en allant vers l'est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 1126; la ligne nord-ouest des lots 1126 à 1138 inclusivement, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Berger; ladite ligne médiane de ladite rivière, contournant par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche, en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 1098; ledit prolongement et ladite ligne sud-est dudit lot 1098; une ligne brisée limitant au sud-est les lots 1097, 1096, 1095, 1094, 1093 et 1092; partie de la ligne sud-ouest dudit lot 1092 jusqu'à la ligne sud-est du lot 1091; une ligne brisée limitant au sud-est les lots 1091, 1090 et 1089, laquelle ligne traverse la route Saint-Jacques et se prolonge jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; ladite ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 575; ledit prolongement et ladite ligne nord-ouest du lot 575 jusqu'à la route de l'Ormière (boulevard Masson); la ligne sud-ouest dudit lot 575; le prolongement de la ligne sud-est du lot 575 à travers la route de l'Ormière et la ligne sud-est du lot 574, cette dernière traversant l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean (lot cadastral 1524); la ligne limitant au sud-ouest les lots 574, 573, 572, 570, 569, 568-A, 568, 567, 565, 562, 561, 558 et 557, cette ligne traversant l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean; une ligne sud-ouest et une ligne sud-est du lot 556, la dernière traversant l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et se continuant jusqu'à une autre ligne sud-ouest dudit lot 556; la dernière ligne sud-ouest du lot 556 et la ligne sud-ouest des lots 555 et 550, celle-ci traversant l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et la route de la Promenade et se continuant dans la ligne sud-ouest des lots 548 en rétrogradant jusqu'au lot 536

said lot 1161; part of the northeast line of the said lot 1161 to the north side of the Canadian National Railway Company right-of-way (cadastral lot 1525); the said north side of the said right-of-way easterly to the northwest line of lot 1126; the northwest line of lots 1126 to 1138 inclusive, the latter extended to the centre line of the du Berger river; the said centre line of the said river, passing to the left of the islands nearest the right bank and to the right of the islands nearest the left bank, downstream to the extension of the southeast line of lot 1098; the said extension and the said southeast line of the said lot 1098; a broken line bounding lots 1097, 1096, 1095, 1094, 1093 and 1092 southeasterly; part of the southwest line of the said lot 1092 to the southeast line of lot 1091; a broken line bounding lots 1091, 1090 and 1089 to the southeast, crossing Saint-Jacques road and extending to the centre line of the Saint-Charles river; the said centre line of the said river upstream to the extension of the northwest line of lot 575; the said extension and the said northwest line of lot 575 to de l'Ormière road (Masson boulevard); the southwest line of the said lot 575; the extension of the southeast line of lot 575 across de l'Ormière road and the southeast line of lot 574, the latter crossing the old Québec and Lake St. John Railway right-of-way (cadastral lot 1524); a line bounding lots 574, 573, 572, 570, 569, 568-A, 568, 567, 565, 562, 561, 558 and 557 to the southwest, and crossing the old Québec and Lake St. John Railway right-of-way; a southwest line and a southeast line of lot 556, the latter crossing the old Québec and Lake St. John Railway right-of-way and continuing to another southwest line of the said lot 556; the last southwest line of lot 556, and the southwest line of lots 555 and 550 crossing the old Québec and Lake St. John Railway right-of-way and de la Promenade road and continuing in the southwest line of lots 548 returning to 536 inclusive, 536-A, 535, 534, 533 and 532 to the southeast line of lot 262; the line bounding lots 262, 261, 260, 259, 248, 247, 246, 243, 242 and 241 to the southeast, crossing the old Québec and Lake St. John Railway right-of-way and continuing to the centre line of Poulin road; the said centre line

inclusivement, 536-A, 535, 534, 533 et 532 jusqu'à la ligne sud-est du lot 262; la ligne limitant au sud-est les lots 262, 261, 260, 259, 248, 247, 246, 243, 242 et 241, cette ligne traversant l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et se continuant jusqu'à la ligne médiane de la route Poulin; ladite ligne médiane de ladite route jusqu'au côté nord-ouest de la route Sainte-Geneviève avant élargissement; ledit côté nord-ouest de ladite route Sainte-Geneviève et son prolongement à travers l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et dans la ligne nord-ouest du lot 269 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 521; partie de la ligne sud-ouest dudit lot 521; la ligne sud-ouest des lots 517, 516 et son prolongement à travers la route Sainte-Claude, dans la ligne sud-ouest des lots 515, 514 et 513, à travers l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et dans la ligne sud-ouest des lots 457 et 456 jusqu'à la ligne nord-ouest dudit lot 456; ladite ligne nord-ouest du susdit lot 456 et son prolongement jusqu'au côté nord-est de l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean; ledit côté nord-est de ladite emprise en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord du lot 458; la ligne nord des lots 458, 459, 460, 461, 462, 464, 465, 465-A, 466 à 471 inclusivement et son prolongement jusqu'au côté nord-est de la rue Cook; ledit côté nord-est de ladite rue en allant vers le sud-est et se continuant dans la ligne nord-est du lot 474 et dans le côté nord-est de la route de l'Ormière jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 593; la ligne nord-ouest des lots 593, 608 et 607, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; ladite ligne médiane de la rivière, contournant par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche, en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 1043; ledit prolongement et ladite ligne sud-est dudit lot 1043; le côté ouest de la route Saint-Jacques (ligne est du lot 1043) en allant vers le nord jusqu'à sa rencontre avec une ligne droite approximativement parallèle au côté sud-est de la rue Saint-Antoine et à 570 pieds dudit côté; ladite ligne droite traversant la route Saint-Jacques et les

of the said road to the northwest side of Sainte-Geneviève road as before it was widened; the said northwest side of the said Sainte-Geneviève road and its extension across the old Québec and Lake St. John Railway right-of-way and in the northwest line of lot 269 to the southwest line of lot 521; part of the southwest line of the said lot 521; the southwest line of lots 517 and 516 and its extension across Sainte-Claude road in the southwest line of lots 515, 514 and 513 across the old Québec and Lake St. John Railway right-of-way and in the southwest line of lots 457 and 456 to the northwest line of the said lot 456; the said northwest line of the said lot 456 and its extension to the northeast side of the old Québec and Lake St. John Railway right-of-way; the said northeast side of the said right-of-way southeasterly to the north line of lot 458; the north line of lots 458, 459, 460, 461, 462, 464, 465, 465-A, 466 to 471 inclusive and its extension to the northeast side of Cook street; the said northeast side of the said street southeasterly and continuing in the northeast line of lot 474 and in the northeast side of de l'Ormière road to the northwest line of lot 593; the northwest line of lots 593, 608 and 607, the latter extended to the centre line of the Saint-Charles river; the said centre line of the river passing to the left of the islands closest to the right bank and to the right of those closest to the left bank, upstream to the extension of the southeast line of lot 1043; the said extension and the said southeast line of the said lot 1043; the west side of Saint-Jacques road (east line of lot 1043) northerly to its meeting-point with a straight line roughly parallel to the southeast side of Saint-Antoine street, 570 feet from the said side; the said straight line crossing Saint-Jacques road and lots 1046 to 1049 inclusive, 1053, 1054 and 1055 to the southwest line of lot 1106; part of the said southwest line of lot 1106 and its extension northwesterly across Bastien boulevard and in the former southwest side of Pageau road before its widening to the southeast side of Saint-Barthélémy road, such line crossing the Canadian National Railway Company right-of-way (cadastral lot 1525) and Saint-Émile road; part of the said south-

lots 1046 à 1049 inclusivement, 1053, 1054 et 1055 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 1106; partie de ladite ligne sud-ouest du lot 1106 et son prolongement vers le nord-ouest à travers le boulevard Bastien et dans l'ancien côté sud-ouest de la route Pageau avant son élargissement jusqu'au côté sud-est de la route Saint-Barthélémy, cette ligne traversant l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada (lot cadastral 1525) et le chemin Saint-Emile; partie dudit côté sud-est de la route Saint-Barthélémy en allant vers le sud-ouest et se prolongeant dans la ligne sud-est des lots 1001, 1000, 999, 998 et 997 jusqu'à la ligne sud-ouest dudit lot 997; la ligne sud-ouest des lots 997 et 996, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; ladite ligne médiane de la rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 1027-20; ledit prolongement en allant vers le sud-est jusqu'à la rive gauche de la rivière Saint-Charles; ladite rive gauche de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement à travers la susdite rivière du côté sud-est de la rue LaRue; ledit prolongement et ledit côté sud-est de ladite rue traversant la route de Valcartier, se prolongeant dans la ligne sud-est des lots 766 et 775, à travers l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada (lot cadastral 1525) et jusqu'au prolongement du côté sud-ouest de la route du Vallon; ledit prolongement et ledit côté sud-ouest de ladite route traversant l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada (lot cadastral 1525) et se continuant jusqu'à la ligne sud-est du lot 777; ladite ligne sud-est du lot 777 jusqu'à la ligne sud-ouest dudit lot 777; la ligne sud-ouest des lots 777, 781, 782, 785, 786, 789, 790, 794, 795, 798, 799, 801, 802, 803, 806, 807, 810, 811, 814, 815, 818, 819, 821, 822, 823, 826, 827, 830, 831, 834, 835, 839, 840, 844, 845, 848, 849, 852, 853, 854, 857, 858, 861, 862, 866, 868, 869, 870, 874 à 882 inclusivement, 885 à 888 inclusivement, jusqu'au point de départ.

east side of Saint-Barthélémy road southwesterly and extended into the southeast line of lots 1001, 1000, 999, 998 and 997 to the southwest line of the said lot 997; the southwest line of lots 997 and 996, the latter extended to the centre line of the Saint-Charles river; the said centre line of the river downstream to the extension of the northeast line of lot 1027-20; the said extension southeasterly to the left bank of the Saint-Charles river; the said left bank of the said river downstream to the extension across the said river of the southeast side of LaRue street; the said extension and the said southeast side of the said street crossing the Valcartier road extending into the southeast line of lots 766 and 775, across the Canadian National Railway Company right-of-way (cadastral lot 1525) to the extension of the southwest side of du Vallon road; the said extension and the said southwest side of the said road across the Canadian National Railway Company right-of-way (cadastral lot 1525), continuing to the southeast line of lot 777; the said southeast line of lot 777 to the southwest line of the said lot 777; the southwest line of lots 777, 781, 782, 785, 786, 789, 790, 794, 795, 798, 799, 801, 802, 803, 806, 807, 810, 811, 814, 815, 818, 819, 821, 822, 823, 826, 827, 830, 831, 834, 835, 839, 840, 844, 845, 848, 849, 852, 853, 854, 857, 858, 861, 862, 866, 868, 869, 870, 874 to 882 inclusive, 885 to 888 inclusive, to the starting point.

DISTRICT CHARLESBOURG-UEST
(DISTRICT 7): partant du sommet de

CHARLESBOURG-UEST DISTRICT
(DISTRICT 7): starting from

l'angle est du lot 269, de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne sud-est du lot 269; la ligne sud-ouest des lots 269 et 268; les lignes sud-est et sud-ouest du lot 267-A; le côté sud-est du chemin en front de la 3^{ième} concession du fief Saint-Joseph ou l'Espinay prolongé à travers la route Ste-Claire; le côté sud-ouest de la route Ste-Claire avant élargissement jusqu'au chemin de front de la 2^{ième} concession de Saint-Bonaventure; le côté sud-est dudit chemin prolongé jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Berger; de là, suivant ladite ligne médiane de la rivière du Berger dans des directions sensiblement nord-ouest nord et nord-est jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 170; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest du lot 170; la ligne sud-ouest des lots 138 et 137 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des 5^{ième} et 6^{ième} concessions du fief d'Orsainville à travers les lots 115 à 137; ledit prolongement et ladite ligne séparative des 5^{ième} et 6^{ième} concessions du fief d'Orsainville jusqu'à la ligne nord-est du lot 103; la ligne nord-est dudit lot 103; une ligne brisée limitant au nord-est les lots 151 et 266; le côté nord-est d'un ancien chemin maintenant incorporé dans l'emprise du boulevard Laurentien jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 269 et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ.

Le mot « quartier », chaque fois qu'il se rencontre dans la présente charte, est remplacé par le mot « district ». »

3. L'article 14 de ladite charte, remplacé par l'article 4 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 3 du chapitre 68 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) par un conseil composé du maire et [des] conseillers [exerçant leur] fonction pendant quatre ans ou jusqu'à l'élection de leurs successeurs. [Les districts Champlain (district 1), Saint-Roch – Saint-Sauveur (district 2) et Limoilou (district 3) sont représentés par quatre conseillers occupant chacun un siège distinct, ces sièges étant respectivement numérotés 1, 2, 3 et 4; les districts Les Saules (district 4), Duberger (district 5), Neufchâtel (dis-

the apex of the east angle of lot 269; thence, successively, the following lines and demarcations: the southeast line of lot 269; the southwest line of lots 269 and 268; the southeast and southwest lines of lot 267-A; the southeast side of the road in front of the third concession of fief Saint-Joseph or l'Espinay extended across the Sainte-Claire road; the southwest side of the Sainte-Claire road prior to its widening to the road in front of the second concession of Saint-Bonaventure; the southeast side of the said road extended to the centre line of the du Berger river; thence, along the said centre line of the du Berger river appreciably northwest by north and northeast directions to the extension of the southwest line of lot 170; the said extension and the said southwest line of lot 170; the southwest line of lots 138 and 137 to the extension of the dividing line between the fifth and sixth concessions of fief Orsainville across lots 115 to 137; the said extension and the said dividing line between the fifth and sixth concessions of fief Orsainville to the northeast line of lot 103; the northeast line of the said lot 103; a broken line limiting, on the northeast, lots 151 and 266; the northeast side of a former road now included in the right of way of Laurentien boulevard to the extension of the southeast line of lot 269 and finally, such last extension to the starting point.

The word "ward", wherever it occurs in this charter, is replaced by the word "district".

3. Section 14 of the said charter, replaced by section 4 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 3 of chapter 68 of the statutes of 1970, is again amended by replacing paragraph *a* by the following:

"(a) by a council consisting of the mayor and [the] councillors who shall [perform their duties] for four years or until their successors are elected. [The districts of Champlain (district 1), Saint-Roch – Saint-Sauveur (district 2) and Limoilou (district 3) shall be represented by four councillors each occupying a separate seat, such seats numbered 1, 2, 3 and 4, respectively; the districts of Les Saules (district 4), Duberger (district 5), Neuf-

trict 6) et Charlesbourg-Ouest (district 7) sont représentés chacun par un conseiller;] ».

4. L'article 34 de ladite charte est abrogé.

5. L'article 40 de ladite charte, remplacé par l'article 10 du chapitre 75 des lois de 1972, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **40.** Chaque année où une élection générale a lieu, le greffier de la ville, aidé par des énumérateurs nommés par lui à cette fin, doit préparer une liste des électeurs du mardi de la [huitième] semaine précédant celle du scrutin et la terminer le plus tard le vendredi de la même semaine. Cette liste doit contenir les noms de tous les électeurs habiles à voter d'après les articles 35 et 38. »

6. L'article 40*b* de ladite charte, édicté par l'article 2 du chapitre 80 des lois de 1973, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« Toutefois, toute personne dont le nom n'est pas inscrit sur cette liste des électeurs peut le faire inscrire [conformément aux dispositions de l'article 44.] »

7. Ladite charte est modifiée par l'addition, après l'article 162*g*, du suivant:

« **162*h*.** La ville peut, nonobstant toute disposition législative inconciliable avec le présent article et nonobstant tout règlement du Bureau de l'Ordre des notaires du Québec, prendre un ou des notaires à son emploi et leur payer un traitement annuel fixe pour tenir lieu des honoraires auxquels ils auraient droit en vertu du tarif.

Lorsqu'un notaire cesse d'être à l'emploi de la ville, son greffe et ceux dont il est cessionnaire sont automatiquement transférés à un autre notaire à l'emploi de la ville et désigné par le comité exécutif. Un tel transfert est fait gratuitement et sans condition. »

châtel (district 6) and Charlesbourg-Ouest (district 7) shall be represented by one councillor each;]”.

4. Section 34 of the said charter is repealed.

5. Section 40 of the said charter, replaced by section 10 of chapter 75 of the statutes of 1972, is amended by replacing the first paragraph by the following:

“**40.** Each year in which a general election is held, the city clerk, assisted by the enumerators he appoints for that purpose, shall prepare a list of the electors between Tuesday of the [eighth] week preceding that of the poll and Friday of the same week at the latest. Such list shall contain the names of all the electors qualified to vote according to sections 35 and 38.”

6. Section 40*b* of the said charter, enacted by section 2 of chapter 80 of the statutes of 1973, is amended by replacing the third paragraph by the following:

“However, every person whose name is not entered on such list may be entered [in accordance with section 44.]”

7. The said charter is amended by adding after section 162*g*, the following section:

“**162*h*.** The city may, notwithstanding any legislative provision inconsistent with this section and notwithstanding any by-law of the Bureau of the Order of Notaries of Québec, take into its employ a notary or notaries and pay him or them an annual fixed salary in lieu of the fees to which he or they would be entitled under the tariff.

Where a notary ceases to be in the employ of the city, his records and those of which he is the assignee shall be automatically transferred to another notary in the employ of the city and designated by the executive committee. Such a transfer shall be made gratuitously and unconditionally.”

8. L'article 184 de ladite charte, modifié par l'article 36 du chapitre 102 des lois de 1937, est de nouveau modifié par le retranchement du deuxième alinéa.

9. L'article 185 de ladite charte, remplacé par l'article 56 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 12 du chapitre 85 des lois de 1966/1967, par l'article 11 du chapitre 68 des lois de 1970 et par l'article 6 du chapitre 97 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

« 3. Le greffier[, le greffier-adjoint ou] l'assistant-greffier [peuvent agir comme] secrétaire du comité. »;

b) par le remplacement des paragraphes 13 et 14 par les suivants:

« 13. Le comité exécutif peut consentir sans l'autorisation du conseil toute dépense dont le montant n'excède pas [\$20,000]. S'il s'agit d'une dépense excédant [\$20,000], l'autorisation du conseil est requise.

« 14. Le comité exécutif doit demander des soumissions publiques dans tous les cas où la dépense à encourir pour l'achat de matériaux ou l'exécution de travaux publics autrement qu'en régie excède [\$20,000]. »;

c) par le remplacement du paragraphe 17 par le suivant:

« 17. Le comité exécutif peut, sans [l'autorisation] du conseil, faire exécuter des travaux en régie dont le coût n'excède pas [\$20,000]; cependant, le conseil peut autoriser le comité exécutif à faire exécuter en régie des travaux de toute nature et dont le coût excède [\$20,000]. »;

d) par le remplacement du paragraphe 21 par le suivant:

« 21. Toute communication entre le conseil et les services se fait par l'entremise du comité exécutif; dans ses rapports avec celui-ci, le conseil doit toujours agir par résolution. [] »

10. L'article 185b de ladite charte, édicté par l'article 6 du chapitre 58 des lois de 1962, est remplacé par le suivant:

8. Section 184 of the said charter, amended by section 36 of chapter 102 of the statutes of 1937, is again amended by striking out the second paragraph.

9. Section 185 of the said charter, replaced by section 56 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 12 of chapter 85 of the statutes of 1966/1967, section 11 of chapter 68 of the statutes of 1970 and section 6 of chapter 97 of the statutes of 1974, is again amended:

(a) by replacing subsection 3 by the following:

“(3) The city clerk [, the deputy-clerk or] the assistant clerk [may act as] secretary of the committee.”;

(b) by replacing subsections 13 and 14 by the following:

“(13) The executive committee may approve without the authorization of the council any expense the amount whereof does not exceed [\$20,000]. In the case of an expense exceeding [\$20,000], the authorization of the council is required.

“(14) The executive committee shall call for public tenders in all cases in which the expenses to be incurred for the purchase of material or the carrying out of public works otherwise than by day labour exceed [\$20,000].”;

(c) by replacing subsection 17 by the following:

“(17) The executive committee may, without the [authorization] of the council, cause to be carried out, by day labour, works the cost of which does not exceed [\$20,000]; nevertheless, the council may authorize the executive committee to cause to be carried out, by day labour, specified works of any kind the cost of which exceed [\$20,000].”;

(d) by replacing subsection 21 by the following:

“(21) Every communication between the council and the departments shall be effected through the executive committee; in its dealings with the latter, the council shall always act by resolution. []”

10. Section 185b of the said charter, enacted by section 6 of chapter 58 of the statutes of 1962, is replaced by the following:

« **185b.** Le comité [exécutif] peut [] faire vendre à l'enchère, [après avis dans un journal publié dans la ville ou par soumission publique,] tout véhicule-moteur [en sa possession et] non réclamé [].

[S'il s'agit] d'un véhicule muni de plaques d'immatriculation[, il peut être vendu à l'expiration d'un délai de trente jours de l'expédition d'un avis donné par lettre recommandée par le service de police] au propriétaire [] d'un tel véhicule à sa dernière adresse [indiquée au Bureau des véhicules automobiles du Québec. Cependant, s'il s'agit d'un véhicule fabriqué depuis plus de sept ans, ce délai n'est que de dix jours.

S'il s'agit d'un véhicule non muni de plaques d'immatriculation et dont il a été impossible de connaître autrement le propriétaire, la vente ne peut être décrétée qu'à l'expiration de deux mois de sa possession par la ville.

Dans le cas d'un véhicule sans moteur ou qui est dans un état tel qu'il constitue un objet de rebut, il peut être détruit sans formalité et sans droit de recours de la part du propriétaire.

Le propriétaire doit rembourser à la ville tous les frais de conservation et de disposition de tels véhicules. S'il] sont réclamés après la vente, la ville n'est responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais encourus et des autres dépenses assumées pour [leur] conservation []. »

11. Ladite charte est modifiée par l'addition, après l'article 286, du suivant :

« **286a.** Nonobstant l'article 10 du chapitre 78 des lois de 1947 et l'article 39 du chapitre 75 des lois de 1972, les argents provenant de la vente des usines de Saint-Malo peuvent être utilisés à toutes fins municipales. »

12. L'article 318 de ladite charte est remplacé par le suivant :

« **318.** [Le conseil peut fixer le taux d'intérêt sur ses emprunts, les dates d'échéance de ces emprunts, déterminer les autres conditions des obligations, débentures, rentes inscrites, bonds du trésor ou

“**185b.** The [executive] committee may [] cause to be sold at auction, [after notice in a newspaper published in the city or by public tender,] any motor vehicle [in its possession and] unclaimed [].

In the case of a vehicle which has registration markers [, it may be sold at the expiry of a delay of thirty days after the sending by the Police Department of a notice by registered mail] to the [] owner of such vehicle at his last [] address [indicated at the Québec Motor Vehicle Bureau. However, in the case of a vehicle manufactured more than seven years previously, such delay shall be only ten days.

In the case of a vehicle which has no registration markers and the owner of which cannot be found by other means, the sale shall be ordered only at the expiry of two months following its possession by the city.

In the case of a vehicle without a motor or fit only for scrap, it may be destroyed without further formality and the owner shall have no recourse thereagainst.

The owner shall reimburse to the city all the costs incurred for the storage and disposition of such vehicles. If they] are claimed after the sale, the city shall be responsible only for the proceeds of the sale, after deducting the costs and other expenses incurred for [their] conservation [].”

11. The said charter is amended by adding after section 286 the following :

“**286a.** Notwithstanding section 10 of chapter 78 of the statutes of 1947 and section 39 of chapter 75 of the statutes of 1972, the moneys derived from the sale of the Saint-Malo plants may be used for any municipal purposes.”

12. Section 318 of the said charter is replaced by the following :

“**318.** [The council may fix the rate of interest on its borrowings, the dates of maturity of such borrowings, determine the other conditions governing the bonds, debentures, inscriptions, treas-

autres effets négociables émis ou à émettre, désigner tout endroit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays où un registre peut être tenu pour l'enregistrement ou le transfert des effets énumérés ci-dessus ainsi que les personnes autorisées à le tenir et déterminer les conditions de leur émission et vente.

Le conseil peut déléguer au comité exécutif, par règlement, l'un quelconque des pouvoirs mentionnés au premier alinéa et celui de disposer de ces effets. »

13. L'article 327 de ladite charte, remplacé par l'article 21 du chapitre 75 des lois de 1972 et modifié par l'article 11 du chapitre 97 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

« 3. Nonobstant toute disposition contraire, la ville peut modifier une résolution ou un règlement d'emprunt par résolution [du] conseil [ou du comité exécutif] avec l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, même si des billets ou obligations ont été émis en vertu du règlement ou de la résolution, pourvu que les modifications [n'augmentent pas le montant de l'emprunt et n'en] changent pas l'objet[, qu'elles ne réduisent pas la garantie des détenteurs d'obligations s'il en est,] qu'elles n'augmentent pas le taux de l'intérêt à un taux supérieur à celui fixé en vertu de l'article 49 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171) [et sous réserve de l'article 2 de cette loi,] qu'elles ne prolongent pas le terme de remboursement [de l'emprunt]. »

14. Ladite charte est modifiée par l'addition, après l'article 333*a*, du suivant :

« **333*b*.** Nonobstant l'article 206 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec, la ville n'est pas solidairement responsable lorsque la Communauté urbaine de Québec émet et vend sous son nom des obligations ou autres titres pour et au nom des autres villes qui en font partie. »

ury bonds or other negotiable instruments issued or to be issued, designate any place in or outside the country where a register may be kept for the registration or transfer of the instruments enumerated above and the persons authorized to keep it, and determine the conditions of their issue and sale.

The council, by by-law, may delegate to the executive committee any of the powers mentioned in the first paragraph and that of disposing of such instruments.]”

13. Section 327 of the said charter, replaced by section 21 of chapter 75 of the statutes of 1972 and amended by section 11 of chapter 97 of the statutes of 1974, is again amended by replacing subsection 3 by the following :

“(3) Notwithstanding any inconsistent provision, the city may amend a loan by-law by a resolution of the council [or of the executive committee] with the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Québec Municipal Commission, even if notes or bonds have been issued under the by-law or the resolution, provided that the amendments do not [increase the amount of the loan or] change the object thereof, [do not reduce the security of the bondholders, if there is any,] do not increase the interest rate to a rate higher than that fixed under section 49 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171), [and, subject to section 2 of that act,] that they do not extend the term for repayment [of the loan].”

14. The said charter is amended by adding after section 333*a* the following :

“**333*b*.** Notwithstanding section 206 of the Québec Urban Community Act, the city is not jointly and severally liable where the Québec Urban Community issues and sells under its name bonds or other securities for and in the name of the other cities and towns forming part of the Community.”

15. L'article 336 de ladite charte est modifié:

a) par l'addition, après le paragraphe 9°, du suivant:

« 9°a. Pour prescrire que les poteaux et autres installations de support, bien que propriété d'une seule personne, doivent, dans toute l'étendue de la municipalité ou dans la section ou les sections que le conseil désigne, être utilisés en commun par toute entreprise de téléphone, de télégraphe, de distribution d'électricité, de câblo-distribution et par tout autre service.

Les règlements décrétant l'utilisation conjointe entrent en vigueur et ont leur effet à compter de leur approbation par la Régie des services publics.

Il y a appel à la Régie des services publics, à la demande de toute partie intéressée, de toute résolution, de toute décision et de tout acte quelconque de la ville dans toute affaire se rapportant à l'utilisation conjointe.

Cet appel doit, sous peine de déchéance, être interjeté dans les trente jours de la date de réception, par la partie intéressée, d'un avis énonçant le fait appelable.

Si l'avis est transmis par la poste, il est réputé reçu dès sa mise à la poste.

L'appel est formé au moyen d'une inscription déposée entre les mains du secrétaire de la Régie des services publics; avis doit en être signifié à la partie adverse ou à son procureur.

Tout litige qui survient à l'occasion de de l'utilisation conjointe, entre parties intéressées, doit être soumis à la Régie des services publics; »;

b) par le remplacement du paragraphe 44° par le suivant:

« 44°. Pour déterminer les conditions d'occupation et d'entretien des bâtiments []; pour exiger, dans les cas de vétusté et de délabrement, des travaux de réfection, de réparation et d'entretien; pour instituer la procédure en vertu de laquelle la personne dont l'immeuble n'est pas conforme au règlement est avisée des travaux à exécuter; pour fixer dans quel délai cette personne peut en appeler à la [Commission d'urbanisme et de conservation de Québec; pour donner à cette com-

15. Section 336 of the said charter is amended:

(a) by adding after paragraph 9, the following:

“(9a) To prescribe that poles and other supportive facilities, though owned by one person, must, in the whole municipality, or in the section or sections designated by the council, be utilized in common by every telephone, telegraph, electric supply and cable delivery undertaking and by any other service.

The by-laws ordering such utilization in common shall come into force and have effect on approval by the Public Service Board.

An appeal shall lie to the Public Service Board by a motion of any interested party, from any resolution, decision or act whatsoever of the city, in any matter relating to such utilization in common.

Such appeal must, under pain of nullity, be brought within thirty days of the date of receipt, by the interested party, of a notice announcing the fact appealed from.

If the notice is sent by mail, it is deemed received on being mailed.

The appeal is made by means of an inscription filed with the secretary of the Public Service Board; notice thereof must be served on the adverse party or on his attorney.

Any dispute between interested parties arising out of the utilization in common must be submitted to the Public Service Board;”;

(b) by replacing paragraph 44 by the following:

“44. To determine the conditions of occupancy and maintenance of buildings; [] to require, whenever such buildings are decrepit or dilapidated, the carrying out of restoration, repair and maintenance works; to establish the procedure by which the person whose immovable does not conform to the by-laws is notified of the works to be carried out; to determine the delay within which such person may lodge an appeal before [the Commission d'urbanisme et de conservation de Qué-

mission] juridiction pour confirmer, modifier ou infirmer la décision [de la personne] qui a signifié un avis de défaut de se conformer aux règlements; pour décréter que ces travaux sont à la charge de la personne nommée dans l'avis; [et], dans le cas où le propriétaire de l'immeuble refuse d'exécuter les travaux, pour décréter que la ville peut les exécuter et en recouvrer le coût qui constitue contre la propriété une charge au même rang que la taxe foncière et recouvrable de la même manière; »;

c) par le remplacement du paragraphe 204° par le suivant:

« 204°. Le conseil peut, par règlement, autoriser le comité exécutif à exiger comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, [de redivision, de subdivision-redivision ou d'ajouté de lot originaire,] qu'il soit prévu ou non des tracés de rues, que le propriétaire cède à la ville, aux fins d'aménagement de parcs ou de terrains de jeux, une portion de terrain n'excédant pas dix pour cent du terrain compris dans le plan[, avec ou sans gradation tenant compte de la superficie du terrain visé,] et situé à un lieu qui, de l'avis du comité exécutif, convient à l'établissement de parcs ou de terrains de jeux, Le comité exécutif peut être autorisé par ce règlement à exiger du propriétaire, au lieu de la cession de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas dix pour cent de la valeur mentionnée au rôle d'évaluation du terrain compris dans le plan[, avec ou sans gradation tenant compte de la superficie du terrain visé]; si l'article 21 de la Loi sur l'évaluation foncière s'applique à ces terrains, leur valeur réelle doit être utilisée pour les fins de calcul. Le produit de ce paiement doit être affecté à un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat de terrains destinés aux fins d'établissement [] de parcs et de terrains de jeux [ainsi qu'à leur aménagement]. La ville peut cependant disposer à titre onéreux des terrains qu'elle a ainsi acquis s'ils ne sont plus requis pour fins d'établissement de parcs ou de terrains de jeux et le produit doit en être versé dans ce fonds spécial; »;

bec; to give to such commission] authority to confirm, amend or annul the decision of the [person who has] served notice of a failure to conform to the by-laws; to provide that such works be the responsibility of the person designated in the notice; [and,] in cases where the owner of the immoveable refuses to carry out the works, to [prescribe] that the city may carry them out and recover the cost therefor which shall constitute against the property a charge of the same rank as the real estate tax and recoverable in the same manner;”;

(c) by replacing paragraph 204 by the following:

“(204) The council, by by-law, may authorize the executive committee to require as a condition precedent to the approval of a subdivision, redivision or subdivision-redivision plan or a plan of addition to an original lot[, whether or not provision is made for street layouts, that the owner cede to the city, for the purpose of establishing parks or playgrounds, a portion of land not exceeding ten per cent of the land comprised in the plan [with or without gradation, taking account of the area of the land contemplated,] and situated at a place which, in the opinion of the executive committee, is suitable for the establishment of parks or playgrounds. The executive committee may be authorized by such by-law to exact from the owner, instead of the cession of that area, the payment of a sum not exceeding ten per cent of the value mentioned in the assessment roll of the land comprised in the plan [with or without gradation, taking account of the area of the land contemplated]; if section 21 of the Real Estate Assessment Act applies to those lands, their actual value shall be used for purposes of the computation. The proceeds of such payment must be placed in a special fund which shall be used only for the purchase of land intended for the establishing [and developing] of parks and playgrounds. The city may however dispose for valuable consideration of lands so acquired if they are no longer required for the establishing of parks or playgrounds and the proceeds thereof shall be kept in such special fund;”;

d) par l'addition, à la fin, des paragraphes suivants:

« 205°. Pour réglementer le comportement et la conduite des occupants, spectateurs ou visiteurs à l'intérieur des bâtisses ou sur les terrains en possession de la ville et accessibles au public, ainsi que pour y prohiber tout acte de nature à nuire à la paix, au bon ordre, au confort et au bien-être des usagers et pour permettre l'expulsion des contrevenants;

« 206°. Pour décréter que nul ne peut, sans son autorisation, utiliser le nom corporatif de la ville, son écusson, ses armes ou son blason, ni le nom ou le titre d'un de ses services ou un nom ou titre susceptible d'être confondu avec celui de la ville ou d'un de ses services. »

16. L'article 336*a* de ladite charte, édicté par l'article 39 du chapitre 86 des lois de 1969 et modifié par l'article 13 du chapitre 97 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement des trois premiers alinéas par les suivants:

« **336*a*.** Lorsqu'un bâtiment est dans un état tel qu'il peut mettre en danger la vie ou la santé des personnes [ou est inoccupé et se trouve dans un état tel qu'il ne puisse être habité ou occupé,] ou a perdu la moitié de sa valeur, [] un juge de la Cour supérieure peut, sur requête de la ville présentée même en cours d'instance, enjoindre au propriétaire du bâtiment ou à toute autre personne qui en a la garde [] de procéder à la démolition du bâtiment dans le délai qu'il fixe et ordonner qu'à défaut de ce faire dans ce délai la ville pourra procéder à cette démolition aux frais du propriétaire du bâtiment.

En cas d'urgence exceptionnelle, le juge peut autoriser la ville à [] procéder à cette démolition sur-le-champ et la ville peut en réclamer le coût du propriétaire.

Lorsque le propriétaire du bâtiment ou la personne qui en a la garde [] est inconnu, introuvable ou incertain, le juge peut autoriser la ville à [] procéder à la démolition sur-le-champ et la ville peut en réclamer le coût du propriétaire [] si elle vient à le connaître ou à le trouver. »

(d) by adding at the end the following paragraphs:

“(205) To regulate the behaviour and conduct of occupants, spectators or visitors in buildings or on land in possession of the city and accessible to the public and to prohibit any act therein or thereon of such a nature as to be prejudicial to the peace, good order, comfort and well-being of the users and to permit the expulsion of offenders;

“(206) To prescribe that no person may, without its authorization, use the corporate name of the city, its escutcheon, arms or coat of arms, or the name or title of any of its departments or a name or title likely to be confused with that of the city or of one of its departments.”

16. Section 336*a* of the said charter, enacted by section 39 of chapter 86 of the statutes of 1969 and amended by section 13 of chapter 97 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the first three paragraphs by the following:

“**336*a*.** When a building is in such a condition that it may endanger [the life or health of persons or is unoccupied or in such condition that it cannot be inhabited or occupied,] or has lost one-half of its value, a judge of the Superior Court, upon a motion by the city presented even during a suit, may order the owner of the building or any other person in charge thereof [] to demolish the building within such delay as he fixes and order that, on failure to do so within such delay, the city may [proceed with] such demolition at the expense of the owner of the building.

In case of exceptional urgency, the judge may authorize the city to [proceed with] such demolition forthwith, and the city may claim the cost thereof from the owner.

When the owner of the building or the person in charge thereof is unknown or of doubtful identity or cannot be found, the judge may authorize the city to [proceed with] the demolition forthwith, and the city may claim the cost thereof from the owner of the building if it identifies or finds him.”

17. L'article 361 de ladite charte, remplacé par l'article 9 du chapitre 64 des lois de 1952/1953, est modifié par l'addition des alinéas suivants:

« Le conseil peut aussi répartir le coût du service entre les propriétaires, locataires ou occupants des immeubles desservis, créer différentes catégories d'utilisateurs et imposer pour chacune de ces catégories des tarifs distincts basés sur le volume, le poids, la nature des vidanges ou sur le temps requis pour leur enlèvement.

La créance est privilégiée au même rang que les cotisations ou taxes municipales. »

18. L'article 429 de ladite charte, remplacé par l'article 38 du chapitre 68 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **429.** Lorsqu'une rue de la ville longe un terrain qui se trouve situé dans une municipalité voisine, le propriétaire ou l'occupant de ce terrain doit acquitter le coût du déneigement de la même manière qu'y sont tenues les personnes dont les terrains sont situés dans la ville [ou suivant l'un ou l'autre des modes de répartition des coûts de déneigement que la ville détermine.]

Si le coût dudit service est réparti d'après l'évaluation des propriétés ou des terrains, c'est l'évaluation municipale desdits immeubles qui sert de base pour la répartition. La créance de la ville est privilégiée au même rang que les cotisations ou taxes municipales.

[La ville est autorisée à conclure des ententes avec toute municipalité voisine concernant le remboursement du coût de tel déneigement.] »

19. L'article 511 de ladite charte, remplacé par l'article 33 du chapitre 75 des lois de 1972, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« La ville peut également exiger des propriétaires des terrains faisant l'objet d'un projet de développement le paiement du coût des travaux mentionnés au premier alinéa. Ce coût constitue contre ces terrains une charge au même rang que la taxe foncière. »

17. Section 361 of the said charter, replaced by section 9 of chapter 64 of the statutes of 1952/1953, is amended by adding the following paragraphs:

"The council may also apportion the cost of the service among the owners, lessees or occupants of the immoveables served, create various categories of users and impose for each of such categories separate tariffs based on the volume, weight or nature of garbage or on the time required for the removal thereof.

The claim therefor is a privileged claim of the same rank as municipal assessments or taxes."

18. Section 429 of the said charter, replaced by section 38 of chapter 68 of the statutes of 1970, is again replaced by the following:

« **429.** When a street in the city runs along a lot situate in an adjoining municipality, the proprietor or occupant of such lot shall pay the cost of snow removal in the same manner as persons whose lots are situate in the city are bound to do [or according to one or another of the methods of apportioning the costs of snow removal determined by the city.]

If the cost of such service is apportioned according to the valuation of the properties or land, the apportionment shall be based on the municipal valuation of the said immoveables. The city's claim shall be privileged, ranking with municipal assessments or taxes.

[The city is authorized to make agreements with any neighbouring municipality respecting the reimbursement of the cost of such snow removal.]"

19. Section 511 of the said charter, replaced by section 33 of chapter 75 of the statutes of 1972, is amended by adding at the end the following paragraph:

"The city may also require, from the owners of land subject to a development plan, payment of the cost of the works mentioned in the first paragraph. Such cost shall constitute a charge against such lands of the same rank as the real estate tax."

20. L'article 539 de ladite charte, remplacé par l'article 29 du chapitre 85 des lois de 1966/1967, et modifié par l'article 16 du chapitre 97 des lois de 1974 et par le chapitre 86 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du nombre « 10,000 » par le nombre « 20,000 ».

21. L'article 546c de ladite charte, édicté par l'article 39 du chapitre 85 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant:

« **546c.** [Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, lorsqu'un agent de la paix constate une infraction au Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231), il peut remplir sur les lieux un billet de contravention ou un billet d'assignation et en remettre une copie au conducteur du véhicule.

Ce billet de contravention ou ce billet d'assignation tient lieu d'avis préalable suivant ce code pourvu qu'il contienne une description de l'infraction, spécifie l'amende minimum et indique l'endroit où il peut être acquitté avec, en outre, deux dollars pour les frais dans les six jours suivants.

Le billet de contravention ou le billet d'assignation a, pour le surplus, le même effet et doit être traité de la même façon que le billet de contravention ou le billet d'assignation prévus dans les cas de violation d'un règlement municipal relatif à la circulation ou au stationnement.] »

22. L'article 547 de ladite charte, remplacé par l'article 15 du chapitre 47 des lois de 1944 et modifié par l'article 40 du chapitre 85 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **547.** [] La ville est autorisée à nommer une commission d'urbanisme pour toute l'étendue de son territoire. Cette commission est connue sous le nom de « La Commission d'urbanisme et de conservation de Québec ». Le conseil peut, par règlement, fixer le nombre des membres de cette commission, leur qualification, leur rémunération et la durée de leur fonction, établir les règles de procédure et

20. Section 539 of the said charter, replaced by section 29 of chapter 85 of the statutes of 1966/1967, and amended by section 16 of chapter 97 of the statutes of 1974 and by chapter 86 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the number "10,000" by the number "20,000".

21. Section 546c of the said charter, enacted by section 39 of chapter 85 of the statutes of 1966/1967, is replaced by the following:

“**546c.** [Notwithstanding any general law or special act to the contrary, when a peace officer observes a violation of the Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231), he may fill out on the spot a ticket or a notice of summons and give a copy thereof to the driver of the vehicle.

Such ticket or notice of summons replaces the prior notice under the Highway Code, provided such ticket or summons contains a description of the violation, specifies the minimum fine and indicates the place where it may be paid, with an additional two dollars for costs, within the next six days.

Such ticket or notice of summons otherwise has the same force and effect and must be treated in the same manner as the ticket or notice of summons provided for in cases of violation of a municipal by-law relating to traffic or parking.]”

22. Section 547 of the said charter, replaced by section 15 of chapter 47 of the statutes of 1944 and amended by section 40 of chapter 85 of the statutes of 1966/1967, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

“**547.** [] The city may appoint a town-planning commission for the whole extent of its territory. Such commission shall be [called “La Commission d'urbanisme et de conservation de Québec”. The council may, by by-law, fix the number of members of such commission, their qualifications, remuneration and term of office, establish the rules of procedure and of internal management of such commission

de régie interne de cette commission et nommer, par résolution, les membres et officiers de cette commission]. »

23. L'article 548^e de ladite charte, édicté par l'article 12 du chapitre 80 des lois de 1973, est modifié par l'addition des alinéas suivants:

« Cependant, plusieurs bâtiments destinés à l'habitation, avec usage commun pour les résidents de certains espaces récréatifs, des aires de stationnement ou d'équipements communautaires, peuvent être érigés sur un même lot, pourvu que le terrain et les bâtiments fassent l'objet d'une déclaration de copropriété conformément aux dispositions de l'article 441b du Code civil.

Le conseil peut exercer, *mutatis mutandis*, les pouvoirs qui lui sont accordés par le paragraphe 204^b de l'article 336, comme condition préalable à l'émission de tout permis de construction d'un bâtiment situé sur un terrain visé par le présent article. »

24. L'article 571 de ladite charte, remplacé par l'article 80 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Le greffier et ses assistants peuvent être suppléés dans leur fonction de greffier audienier par les employés qu'ils désignent. »

25. L'article 21 du chapitre 77 des lois de 1950, modifié par l'article 87 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié par le remplacement des douzième, treizième et quatorzième alinéas par le suivant:

« La limite suit ensuite la ligne est du lot 2345 dans une direction nord-ouest pour de là se diriger vers l'est en suivant l'alignement nord de la rue Deslauriers et son prolongement jusqu'à la ligne est de l'avenue Lesage pour de là se diriger vers [le sud], en suivant ledit alignement est de l'avenue Lesage [et son prolongement, jusqu'à la limite nord-est de l'emprise de la section de la voie ferrée du Canadien Pacifique qui se dirige vers le sud; ensuite vers le sud le long de la limite est de l'emprise de la voie ferrée jusqu'au milieu du boulevard Charest; de là vers l'est jus-

and, by resolution, appoint the members and officers of such commission].”

23. Section 548^e of the said charter, enacted by section 12 of chapter 80 of the statutes of 1973, is amended by adding the following paragraphs:

“However, several buildings intended for housing, with use in common of certain recreational areas, parking areas or community equipment by the residents, may be erected on the same lot, provided the land and the buildings are the subject of a declaration of co-ownership in accordance with article 441b of the Civil Code.

The council may exercise, *mutatis mutandis*, the powers granted to it in paragraph 204 of section 336, as a condition precedent to the issue of any building permit for a building situated on land contemplated by this section.”

24. Section 571 of the said charter, replaced by section 80 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is amended by adding the following paragraph:

“The clerk and his assistants may be replaced in their duties of court usher by such employees as they may designate.”

25. Section 21 of chapter 77 of the statutes of 1950, amended by section 87 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is again amended by replacing the twelfth, thirteenth and fourteenth paragraphs by the following:

“The boundary then follows the east line of lot 2345 in a north-westerly direction and then runs in an easterly direction following the north line of Deslauriers street and its extension as far as the east line of Lesage Avenue, thence toward [the south] following the said east line of Lesage Avenue [and its extension, to the northeast boundary of the right-of-way of the section of the Canadian Pacific railway line running south; then southerly along the east boundary of the right-of-way of the railway line to the centre of Charest boulevard; thence easterly to] the west

qu'à] l'alignement ouest de la rue Anna [et] ensuite l'alignement ouest de ladite rue Anna dans une direction sud-est jusqu'à la cime du coteau Sainte-Geneviève. »

26. L'article 18 du chapitre 87 des lois de 1968 est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) tous les lots dont la ville est ou peut devenir propriétaire et qui sont compris dans le quadrilatère formé par le Boulevard Saint-Cyrille, les rues [Saint-Simon,] Saint-Joachim et [Dufferin]. »

27. Les articles 7 à 13, [le deuxième alinéa de l'article 184,] 194, 194*a*, 195, 198, 200 à 202, 205 à 216, 220, 224 à 229, 249*a*, 249*b*, 269, 275 à 277, 304 à 309, 312, 313 à 316*b*, 319 à 321, 323, 333, 426 à 427, 450 à 451*a*, 459 à 464, 466 à 470, 472, 474 à 476, 478, 479, 497*a*, 510*a* et 543 de ladite charte sont abrogés.

28. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

line of Anna street [and] then the west line of the said Anna street in a south-easterly direction to the summit of the St. Genevieve Hill."

26. Section 18 of chapter 87 of the statutes of 1968 is amended by replacing paragraph *c* by the following :

"(c) all those lots of which the city is or may become the proprietor, comprised within the quadrilateral formed by Saint-Cyrille boulevard [and Saint-Simon], Saint-Joachim and [Dufferin] streets."

27. Sections 7 to 13, [the second paragraph of section 184], 194, 194*a*, 195, 198, 200 to 202, 205 to 216, 220, 224 to 229, 249*a*, 249*b*, 269, 275 to 277, 304 to 309, 312, 313 to 316*b*, 319 to 321, 323, 333, 426 to 427, 450 to 451*a*, 459 to 464, 466 to 470, 472, 474 to 476, 478, 479, 497*a*, 510*a* and 543 of the said charter are repealed.

28. This act shall come into force on the day of its sanction.